Aide au développement : des propositions concrètes

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **23 (1986)**

Heft 845

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1023183

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

AIDE AU DEVELOPPEMENT

Des propositions concrètes

■ (*réd*) **Développement du tiers-monde. Entre le désenchantement engendré par les résultats médiocres de l'aide au développement et la vitupération du rôle des multinationales dans les pays pauvres, il faut bien admettre que l'action positive a peine à se frayer un chemin.**

Fin octobre à Genève s'est tenu un colloque Lebret - du nom d'un dominicain français, fondateur après la guerre du mouvement "Economie et humanisme". A cette occasion, le professeur J.-P. Gontard, membre de la Fédération genevoise de coopération (FGC), a présenté un certain nombre de propositions qui rappellent opportunément que l'effort de coopération, c'est aussi une action dans notre pays, dans notre canton, dans notre commune. Voici quelques-unes de ces propositions d'actions.

● La FGC va demander au Conseil fédéral de verser une contribution annuelle supplémentaire de 20 millions de francs aux organisations techniques de l'ONU (OMS, UNICEF, UNESCO, BIT), somme équivalente à la cotisation que la Suisse aurait payée à l'ONU en cas d'adhésion. En effet, même les plus farouches opposants à cette adhésion ont affirmé que la Suisse pouvait soutenir les efforts de l'ONU sans en être membre.

● La FGC organisera un débat public sur le troc et les opérations de compensation qui pourraient réduire les effets néfastes de l'endettement dans les pays pauvres. Invités prévus : Ciba-Geigy, qui a récemment conclu un accord de troc avec le Nicaragua, et Flavio Cotti, parce que la FGC a gardé un bon souvenir d'un conseiller fédéral tessinois ; en son temps, Nello Celio avait déclaré devant la Fédération : "C'est évident, les pays du tiers-monde ne paieront pas. Ce sont les banques qui auraient dû mieux faire leur travail". L'idée est de faire évoluer le patronat suisse, en général hostile aux accords de troc.

● La FGC invitera une fois par an les parlementaires fédéraux genevois pour les informer sur les questions qui relèvent de la solidarité internationale et qui sont programmées à l'ordre du jour du Parlement.

● La FGC proposera régulièrement aux quotidiens locaux des histoires de vie ou des interviews de ses amis du tiers-monde. Parce que le renforcement de la solidarité passe par des échanges entre les cultures.

● La FGC va demander au mouvement Vigilance d'organiser une rencontre avec ses militants pour étudier les diverses formes de la solidarité internationale.

● La FGC va inviter le Chef du Département de l'Instruction publique à étudier la possibilité de consacrer 1% du budget de chaque institution de formation du canton à la solidarité internationale. Cette somme serait gérée par chaque école.

● La FGC va demander au Conseil administratif (exécutif) de la ville de Genève d'étudier l'expérience de nombreuses grandes villes européennes qui ont conclu des accords de coopération de longue durée avec des villes du tiers-monde et de conclure à son tour un ou plusieurs accords similaires.

La Fédération genevoise de coopération regroupe 42 organisations actives dans le domaine du développement. Elle gère un budget de 2 millions de francs, fournis par le canton et les communes.

INITIATIVE ANTINUCLEAIRE

Des signatures comme s'il en pleuvait

■ (*mam*) La récolte de signatures en faveur de l'initiative populaire "pour un abandon progressif de l'énergie atomique" avance à grands pas. Selon les renseignements du service de presse du PSS, le dernier pointage indique au 13 décembre un score d'un peu plus de 20 000 . Impressionnant, pour une campagne qui a démarré le 21 octobre en Suisse alémanique.

Au rythme actuel de 2 à 3000 par jour, il est permis d'espérer récolter la moitié des signatures nécessaires pour la fin de l'année. Pour une fois, les cantons romands ne sont pas en reste ; après quelques difficultés à faire circuler les listes, les signatures romandes représentent aujourd'hui environ 20% du total. Le score des Tessinois, durement touchés par Tchernobyl, est également remarquable.

L'échéance fixée pour passer le cap des 100 000 se situerait dès lors à fin février. La direction du PSS a d'ores et déjà agendé une rencontre avec toutes les associations membres du comité d'initiative pour le début février 87. Il y sera décidé de la stratégie à suivre pour la suite des opérations : laisser courir le délai de 18 mois pour tenter d'arriver sur le bureau de la Chancellerie fédérale avec plusieurs centaines de milliers de signatures ou au contraire miser sur la rapidité et boucler la récolte en 4 ou 5 mois.

Dans un cas comme dans l'autre, l'effet psychologique est garanti. Politiquement, le PSS est assurément en train de réaliser une excellente opération.

On ne peut pas s'empêcher de mettre ces données en parallèle avec les difficultés qu'éprouvent les radicaux à récolter les signatures pour leur initiative "en faveur d'une juste imposition du couple et de la famille". Le "vieux grand parti" arrive péniblement à 40 000 et la campagne piétine. Majoritaires depuis toujours, les bourgeois n'ont manifestement pas l'habitude de descendre dans la rue. Ils sont peut-être en train d'apprendre que le fonctionnement de la démocratie directe implique l'engagement des militants de la base, laquelle tend à leur faire défaut.